



ARTISTES ENSEIGNANT.E.S INTERPRÈTE

POUR LA **SANTÉ BIEN PUBLIC MONDIAL** CONTRE LES **STIGMATISATIONS**

Depuis le début de la crise sanitaire covid nos gouvernements n'ont cessé de faire la bascule entre leur nécessité de poursuivre l'activité économique et celle de la protection de la population. Les deux étant par ailleurs liées car sans travail, travailleuses et travailleurs, main d'œuvre pas de production, de distribution des biens et services, de vie et de consommation nécessaires à la reproduction du capitalisme, ses valeurs d'usage et d'échange, son accumulation.

Dans ce contexte nous sommes témoins d'une nouvelle remise en cause de « la santé, bien commun mondial, bien public », assis sur un service public sanitaire, de l'Hôpital public, d'une sécurité sociale intégrale et démocratique, placé.e.s en dehors de l'atteinte des intérêts privés, contre la privatisation de la santé au travers de l'individualisation de la sante, par la responsabilité individuelle de son « capital santé ».

UN PASS VACCINAL ?

Le gouvernement, en faisant adopter le pass vaccinal, maintient sa politique sanitaire qui repose sur coercition, dénonciation, division et répression.

Près de 6 millions de français.es (contre 51,3 millions qui le sont) ne sont pas vaccinés dont 1,3 millions de personnes entre 50 et 74 ans et 565 000 de plus de 75 ans. Près de 50% d'entre elles et eux ne relèvent pas de choix « idéologiques » contre les vaccins mais d'un éloignement, social et/ou géographique de la santé publique, même si cela est moins vrai pour nos professions.

Que l'on prenne les chiffres de l'Assistance publique, où les témoignages des personnels de santé 80% des malades en réanimation ne sont pas vaccinés. Pourtant cette situation ne justifie en rien la politique sanitaire et sociale des Macron-Le Maire-Véran qui prive des millions de personnes de leurs droits fondamentaux comme celui d'accéder à un emploi, un lieu de santé ou de culture... C'est inacceptable.

Bien au contraire cela ne peut que conforter notre soutien indéfectible à la santé bien commun, bien public qui s'est développé dans le monde par des campagnes de soins, de vaccination pour lutter contre les maladies et virus avec souvent comme succès l'éradication des maladies. Il faut convaincre et non dresser les unes et les uns contre les autres, en traitant les non vacciné.es de « non citoyen.nes », en divisant et opposant toujours plus pour assoir la primauté de l'économie, du capitalisme, sur les femmes et les hommes.

LES SALARIÉ-ES N'ONT PAS À DEVENIR LES VECTEURS POUR IMPOSER LE PASS VACCINAL

Dans sa politique de maintien au travail coûte que coûte, le gouvernement entend imposer la vaccination, sans le dire, sans rendre la vaccination obligatoire, par l'imposition du pass vaccinal. La loi permet d'imposer à des salarié·es le contrôle des pass et de l'identité, pour pénétrer les lieux de vie, de citoyenneté, de travail. Ce n'est pas acceptable. Nous dénonçons avec la plus grande vigueur cette politique qui tend, à nouveau, à transférer des pouvoirs régaliens de police à des salarié·es pour imposer ses orientations sanitaires et sociales et faire appliquer la loi.

DES CHSCT-E PARTOUT

Dans le même temps nos professions artistiques et techniques sont confrontées à des obligations de travail sans masque, notamment pour les artistes et les techniciens à leur contact : théâtre, musique, danse, cinéma, audiovisuel. Si le cadre commun pour les cas contacts vaccinés c'est de pouvoir travailler masqués et en respectant les mesures barrières, pour nos professions il y a dérogation et possibilité de travailler sans masque et mesures barrières. Des CHSCT-E (commissions hygiène sécurité et conditions de travail, missionnés sur les questions environnementales) doivent pouvoir être présentes sur tous les lieux de travail pour s'assurer de la bonne articulation entre les contraintes artistiques, sanitaires et sociales.

Nous revendiquons la poursuite de prise en charge des tests, des soins et des arrêts de travail par la sécurité sociale lorsqu'un·e salarié·e est cas contact.

Le Comité Fédéral National de la Cgt spectacle, réuni le 17 janvier 2022, rejette la politique sanitaire et sociale du gouvernement, au travers du pass vaccinal, véritable livret de travail, de vie sociale et de citoyenneté.

Cette politique n'est que le dernier artifice de leur volonté idéologique d'une santé individualisée. Au contraire nous revendiquons l'essor et le développement du service public de la santé, des soins et de l'Hôpital, de la sécurité sociale intégrale revendiquée par la CGT, et la levée des brevets sur les vaccins, pièces essentielles d'une santé, bien public mondial.

PASS VACCINAL